



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2617>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 872 - novembre 1988 -

Date de mise en ligne : mardi 9 juin 2009

Date de parution : novembre 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Après six ans de travaux, la commission sociale de l'Épiscopat français, présidée par l'Évêque de Valence, vient de publier le fruit de ses réflexions en matière d'économie. Semblable publication avait été faite en septembre 1982. Il s'agissait alors de proposer « de nouveaux modes de vie » impliquant le partage des revenus et du temps de travail et estimant qu'un placement d'épargne devait être fait selon « son utilité sociale » et non « sa rentabilité financière ». Une position si osée avait valu à l'Épiscopat « une volée de bois vert » (selon les termes de H. Tincq, du journal Le Monde), on l'avait accusé d'incompétence économique et de partialité politique. Que fit l'Épiscopat ? Il consulta des économistes, des « techniciens » (Michel Albert par exemple). Le résultat ? Je cite H. Tincq : « Plus que des appels concrets à la solidarité face au chômage, ... une sorte de réflexion de fond argumentée à partir des Écritures et de la doctrine sociale de l'Église sur une pratique chrétienne de l'économie. Son approche d'une situation de compétition, qui s'est durcie en six ans, apparaît davantage marquée par l'exigence de la croissance et un souci de réalisme économique ».

Toujours ces grands mots, pour faire passer un net recul idéologique. Beau succès pour nos Économistes : ils savent faire respecter leur propre dogme par l'Épiscopat ! Soyons justes : celui-ci ajoute tout de même : « On ne peut pas prendre son parti d'une société duale où une partie de la population bénéficierait d'un travail reconnu, rémunéré, et où l'autre devrait se contenter d'un revenu minimum sans l'espoir d'un vrai travail. Le principe d'une fraction de la population laissée pour compte est inacceptable ». Mais, commente un autre journaliste, F. Simon, « la volonté de ne pas s'en prendre à un patronat trop soucieux d'efficacité à l'Épiscopat la condamnation » du fonctionnement actuel des entreprises.

Les prévisions de la CEE sont enthousiasmantes : croissance du PIB de 2,5% à 6,5%, baisse des prix de 6%, création de 2 millions d'emplois (combien d'emplois supprimés ?). Mais d'autres études, curieusement, font moins de bruit. Par exemple, celle de la « Data Ressources Inc », filiale du groupe qui publie Business Week. Elle prévoit une croissance du PIB de 0,3% à 0,5%, une baisse des prix de 2,5% en 1995 et la création de seulement 300.000 emplois nouveaux... dans l'ensemble de la Communauté. Cette étude prévoit un taux de chômage de 11,46% et des salaires horaires ayant tendance à baisser de 2,4% en 1995.

Le journal Le Monde vient de publier un magnifique supplément de 40 pages, riche en couleurs, dédié aux entreprises dans la perspective du marché unique européen. Il s'agit de permettre aux entreprises de « prendre les devants », de mieux affronter la concurrence, de gagner des parts du marché. Ce supplément foisonne d'enquêtes, de statistiques, d'études approfondies et, bien entendu de nombreuses publicités coûteuses (c'est probablement elles qui ont payé ce supplément). Ces études sont intéressantes. L'une d'elles, par exemple, fait ressortir la disparité entre ce qu'attendent les différents pays de la Communauté de cette Europe du marché unique : les entreprises françaises en espèrent un allègement de la fiscalité tandis que les Anglais craignent surtout de voir les banques et les compagnies d'assurances des autres pays rivaliser avec les leurs. Une publicité titre : « Combien cet annuaire peut-il rapporter d'intérêt français à un banquier britannique ? » et explique qu'avec l'annuaire proposé « où que vous soyez, vous cernez le marché d'un seul coup d'oeil », il « sert d'ajout de ligne directe pour l'Europe à 317.000 entreprises, grâce à ses 140.000 contacts dans 600 secteurs clefs ».

A quand aussi sérieux, aussi documenté, aussi riche supplément du Monde pour préparer l'Europe

sociale ? Quelles publicités financeraient un tel supplément pour permettre aux travailleurs de mieux se protéger contre un « nivellement par le bas » ?
C'est bien l'Europe des affaires qui se prépare !

La plus grande éolienne à axe vertical au monde, de 100 mètres de haut et 64 mètres de diamètre a été vendue l'an dernier par le gouvernement canadien à des particuliers.
Le prix de cette vente ? UN dollar !
Parce que le gouvernement canadien ne voulait pas investir plus longtemps dans ce type d'énergie.
Pensez, des sources d'énergie gratuite, quel non sens !

On a assez parlé du krach d'Octobre 1987 et de ses conséquences. Mais il y a un aspect qui en est passé généralement inaperçu : les transactions, qui sont évidemment source de revenus pour le personnel de la finance, ayant diminué de 30 % à Paris, de 36 % à Londres, de 40 % à Tokyo et de 50 % à New-York il s'en est suivi une réduction de personnel : près de 24.000 emplois (environ 10 % des effectifs) ont été supprimés à Wall Street et 12.000 à Londres.

Exportez ! Exportez ! Soyez de ces bons Français qui contribuent à l'équilibre de la balance commerciale de leur pays... Refrain connu. Hélas, exporter n'est plus la panacée. Le projet de loi de finances pour 1989 prévoit la bagatelle de 6 milliards de Francs au titre des sinistres de la Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, c'est-à-dire pour payer les contrats impayés. Et on prévoit que pour 1988 la note dépassera déjà cette somme. L'année dernière, c'est 24 milliards de Francs d'exportations qui étaient restés impayés mais jusque là c'est la Banque Française du commerce extérieur qui en supportait le coût. Ce sera donc désormais l'Etat, au moins pour la plus grosse partie. Il ne faut pas courir le risque de voir la banque en question se mettre en grève et manifester dans la rue comme les infirmières.